

Tous ensemble contre le libéralisme

COMME D'HABITUDE, *Radio Libertaire* avait décidé d'installer un stand sur le parcours parisien de la manif du 17 octobre afin de :

- distribuer le numéro spécial du *Monde libertaire* ;

- réaliser un reportage pour les chroniques syndicales (samedi 19) ; Certes, nous n'étions pas les seuls puisque *Charlie-Hebdo* et *l'humain* eux aussi présents.

Disons tout de suite que si on se contente d'observer le nombre de manifestant(e)s lisant soit le *Monde libertaire* soit *Charlie*, cette manif a été réussie.

Côté radio aussi. Il faut dire que les organisateurs ont, dès le début, prévu une animation de choc. La presse avait prévenu : Il y aura unité syndicale et, de fait, il y a eu unité des manifestants. Nous retrouvons dès le « carré de tête » la vigueur des slogans de l'hiver dernier :

« Notat, virons-la ; Juppé-Notat, même combat ; Patronat-Notat même combat, etc. »

Ah ! vraiment, d'avoir eu l'idée de faire venir la représentante exclusive du plan Juppé a été une idée lumineuse. Pour le reste, même si les rangs des manifestants étaient plus clairsemés qu'en octobre 1995, la détermination des secteurs les plus touchés par de futures restructurations ou démantèlement reste intacte.

Il est difficile de tirer des conclusions définitives d'une journée de ce type. Les grands mouvements sociaux ne se décrètent pas. Ils ne s'organisent pas sur ordre. Et c'est tant mieux. C'est aux salariés, sur le tas, à travers leurs assemblées générales et leurs organisations, de garder le contrôle de leurs luttes.

Néanmoins, en interviewant les manifestant(e)s qui ont défilé devant

notre stand pendant quatre heures, on remarque beaucoup choses intéressantes :

Nombre de cortèges n'oubliaient pas, dans leurs slogans, la lutte contre le chômage, la misère, les sans-papiers. C'était bien la « logique de la société libérale » qui est remise en cause bien au-delà des revendications d'une manifestation « corporatiste ». : « Moi, je suis instité dans un coin difficile, je vois bien la misère qui gagne du terrain, les acquis sociaux battus en brèche et, tous les matins, j'en constate les effets sur les mêmes de ma classe. Il y a moins de postes de prof mais plus de flics dans la rue. C'est aussi ça que je dénonce ! »

« Pourquoi tous ensemble ? Parce que c'est l'idée même de service public qu'ils remettent en cause. Le service public, c'est la garantie de l'égalité des citoyens devant des prestations que la société doit impérativement mettre à disposition des hommes et des femmes qui vivent en France. Moi, à l'Équipement on va encore supprimer 900 emplois, 16000 en un peu plus de dix ans. Pendant ce temps, nos enfants sont au chômage. Y en a marre ! »

Attention la gauche revient « masquée »

Il nous a fallu répondre aussi à des questions : « Comment conciliez-vous la défense du service public et la disparition de l'État ? » Si justement « on » nous pose de plus en plus souvent cette question, c'est parce que confusément (pour l'instant), les salariés du public sentent que quel que soit le gouvernement qu'ils ont en face d'eux, la logique reste la même : exploitation des salariés et profit maximum. De notre position privilégiée, nous avons aussi remarqué que quelques-unes des organisations « politiques » présentes sur la manif avaient déjà d'autres préoccupations en tête. Rouge par exemple a édité un « 2 pages » spécialement pour la circonstance (c'est déjà moins bien que nous), dont une (grande) partie était consacrée...

aux élections et à « la nécessité pour l'ensemble de la gauche de construire et de proposer une alternative politique dans un front uni ». Ben voyons !

Ils nous prennent vraiment pour des buses. Ils ont la mémoire courte, Nous pas. Ils se voient déjà députés de la gôche radicale, ministres d'un gouvernement populaire.

Nous n'avons pas oublié que : - ce sont des ministres communistes qui ont remis en cause l'échelle mobile des salaires ;

- c'est la gauche qui a commencé à privatiser les services publics, qui a introduit de force la rentabilité économique en réduisant l'égalité.

- c'est la gauche qui la première a osé touché à la Sécu.

- C'est M. Lang qui a préféré financer l'école des curés plutôt que l'école Laïque, etc.

Les services publics débarrassés du capital et de l'État

La liste serait trop longue. Demain comme hier, le prochain gouvernement ne fera ni mieux ni pis que les précédents. Qu'il soit de droite ou de gauche, il refusera de sortir de la logique dans laquelle ils nous ont tous conduits dans la situation actuelle.

C'est bien pourquoi notre conception du service public et des mouvements sociaux est radicalement différente. C'est justement en se débarrassant de l'étatisme et du capitalisme que la notion de service public retrouvera tout son sens. C'est en rejetant tout à la fois les logiques de profits et de l'autoritarisme des politiques que les salariés du public et les usagers - tous ensemble - imposeront les notions d'égalité et des pratiques d'entraide sociale.

Mardi, la petite Notat recevait ce qu'elle méritait. Attention. Hue, Krivine, Voynet et C^{ie} vous serez peut-être les prochaines cibles des manifestants.

Wally,
agent du service public.

• Des potes aux
• antipodes : rencontre
• avec des anars
• australiens
• page 4 et 5

• Sans-papiers : nouvelle
• grève de la faim à Lille.
• La lutte continue.
• page 3

EDITORIAL

Le premier ministre était à Lyon, ce lundi 21 octobre, pour parler de l'emploi des jeunes, il appelle à la confiance des Français... décidément, rien ne l'arrête, notre juju national.

Si Madame Notat aime les manifestations de mécontentement, elle a du être comblée le 17 octobre dernier... l'Histoire dira quel bain de foule elle se propose de prendre à la mi-novembre, lors de la prochaine parade syndicale.

Interrogé sur le FLNC, Monsieur Jospin, invité de France 3, affirme qu'il espère un retour de « la force au service du droit »... invitera-t-il Monsieur Pasqua au ministère de l'Intérieur lors de la prochaine cohabitation ?

Plus de 60 % des voix pour le PC à Gardanne, un électeur sur deux s'est déplacé... la prochaine fois, on fera peut-être l'économie des bulletins de vote.

Monsieur Chirac se balade au Proche-Orient pour essayer d'associer son nom au « processus de paix », sans grand résultat... Il y aurait même de mauvais esprits en Israël pour penser qu'il ne ferait que « mettre des batons dans les roues » dudit processus. Pauvre Jacquot, si même hors de nos frontières on craint tes interventions, que vas-tu devenir ?

Il sera de bon ton cette semaine de se montrer choqué par la vente de Thomson à Monsieur Lagardère pour un franc symbolique et de la rétrocession à Daewoo de la branche Multimédia pour une somme équivalente... depuis le temps que l'on parlait de brader le service public, il était fatal que l'on nous prit au pied de la lettre... Une réussite de plus pour l'équipe Chirac Juppé.

ISSN 0026-9433 - N° 1056



FP 2520

Du bon usage des autonomistes

LE 22 SEPTEMBRE 1996, devant la Maison des syndicats de Lorient - où la Fédération anarchiste et les groupes locaux de la Libre Pensée avaient appelé au rassemblement de tout ce que le nord ouest de la France compte d'anticléricains, de libres penseur(euse)s, d'athées, d'individu(e)s souhaitant une fois pour toutes disposer de leur corps comme bon leur semble et, plus largement, de citoyens refusant que leurs impôts servent à financer le voyage du pape - est arrivée une escouade non pas de papistes, mais d'allumés de la lutte de libération nationale, le buste orné de T-shirts proclamant en breton ou en basque l'impérieuse nécessité de la création de deux nouveaux États-nations, et les bras chargés de tracts.

Collaboration avec un État colonisateur

Que disaient les tracts de ces olibrius qui, quelques heures plus tard, défilèrent à nos côtés sous le drapeau breton? Que l'intolérance est grande et que Jean-Paul est son prophète? Qu'il est scandaleux qu'en Bretagne on trouve, dans certains villages, trois écoles cathos pour une école publique? Que l'adage « catholique et breton toujours » ne s'applique pas à tous les habitants de la région la plus occidentale de l'Hexagone? Que nenni. Nos amis les autonomistes étaient là pour dénoncer la pré-

sence de Xavier Pasquini, lors d'un débat sur le retour de l'ordre moral, et de Philippe Val, lors du spectacle de fin de soirée, car tous deux font partie de l'équipe de *Charlie-Hebdo*, et qu'à plusieurs reprises sont parus dans ce journal des articles prenant nettement parti en défaveur du nationalisme basque!

Nous leur avions demandé de cesser cette distribution ne serait-ce que par pure politesse envers nos invités, ils n'ont donc repris celle-ci que pendant la manifestation. Et c'est ainsi qu'on a pu voir les mines effarées des passants qui, croisant une manifestation contre la venue du pape, se voyaient remettre une lettre ouverte aux organisateurs de la journée antimittre du 22 septembre, lettre dans laquelle les excités du menhir et du chouchou accusaient lesdits organisateurs de collaboration avec un État colonisateur!

Ce spectacle surréaliste, et la discussion de fond que nous avons eue avec ces nationalistes qui avancent sous couvert d'un collectif local de soutien aux personnes inculpées pour avoir hébergé des militants indépendantistes basques, m'ont amené une fois de plus à me demander combien de temps encore aurons-nous ces gens là dans les pattes. Et combien de temps encore croiront-ils avoir quoi que ce soit à faire avec les anarchistes?

Petit rappel : les anarchistes militent pour la disparition de tous les États, et l'abolition des classes sociales.

Ils rejettent le concept d'unité nationale, selon lequel un travailleur croate, corse, auvergnat ou bavarois - qui ne doit le lieu de sa naissance qu'à un hasard total - a plus d'intérêts convergents avec un autre croate, corse, auvergnat ou bavarois, fût-il flic ou patron, qu'avec un autre travailleur, fût-il serbe, marseillais, breton ou apatride. Pour les anarchistes, il n'y a pas de peuple ceci ou de peuple cela, il y a une classe sociale qui, de n'importe quel pays et de n'importe quelle couleur, comme dirait Prévert, a accaparé les moyens de production et fait trimer les membres d'une seconde classe sociale en lui louant à vil prix sa force de travail. Si la première ne connaît pas de frontières et place sur un compte à Nassau les bénéfices dégagés à Hong Kong par une société franco-australienne, elle n'en intoxique pas moins la seconde à l'aide de discours nationalistes et protectionnistes via les gouvernements à ses ordres lorsque ses intérêts financiers le commandent.

Les anarchistes contre tous les États

Les anarchistes récusent tout aussi vivement le caractère économiciste de l'État que sa dimension politique, son chapelot de drapeaux, d'armée et de police nationales, de culture nationale et de symboles nationaux, qui sont autant de poudres aux yeux, autant de moyens de nous persuader que nous existons en

tant que Français, Italiens ou Allemands, alors que, justement, ces trois pays ont passé une bonne partie de leur histoire à se vendre, s'annexer et se chicaner des bouts de ce qui forme aujourd'hui leur territoire national. Bref, autant d'artifices destinés à nous diviser pour mieux régner.

Dépoussiérer les vieilles idées

Ce petit rappel achevé, on comprend encore moins pourquoi nous entretenons quelque rapport que ce soit avec des organisations politiques qui revendiquent leur droit à créer un État supplémentaire avec son drapeau supplémentaire, son armée et sa police nationale supplémentaire, sa culture nationale supplémentaire, et ainsi de suite! Qui peut nier le fait que l'Euskadi, la Corse ou la Bretagne indépendantes ne seraient qu'une reproduction miniature de la France en ce qui concerne l'organisation de la prise de décision économique ou sociale? Qui oserait garantir que la Palestine ou l'Irlande libres seraient deux petits paradis pour toutes celles et tous ceux qui n'en peuvent plus de vivre au sein d'un système qui repose sur la domination de tous par quelques-uns? Personne bien entendu.

Évidemment, trois fois évidemment, il est scandaleux, ignoble, immoral, dégueulasse, qu'on interdise à qui que

ce soit de s'exprimer dans la langue de son choix, qu'on accorde moins de droit à un(e) individu(e) qu'à un(e) autre en fonction du lieu de sa naissance. Bien sûr que les flics espagnols qui tirent sur les gamins qui brûlent des pneus dans la rue agissent de manière inhumaine. Bien sûr que les militaires israéliens qui arrachent les oliviers, combent les puits et rasent les maisons palestiniennes sont des affameurs. D'accord pour dire qu'il y a bien entendu une claire et nette volonté de colonisation et de domination politique et culturelle.

Mais pourquoi, trois fois pourquoi, répondre à une logique étatisée par une logique étatisée? Pourquoi ne concevoir la fin de l'horreur militaire et policière que dans le cadre de nouvelles frontières, c'est-à-dire de nouvelles barrières entre les individu(e)s? Ne peut-on pas danser, parler, cuisiner, chanter comme on l'entend sans que la danse, la langue, le plat ou le chant ne soit estampillé national? Bien sûr qu'on le peut. En société libertaire.

Et voilà, le mot est lâché. Si nos efforts portent leurs fruits et si la révolution nous débarrasse de toute forme de pouvoir, nous toutes et tous pourrions vivre où et comme bon nous semble. En effet, l'anarchie impliquerait intrinsèquement la disparition de toute colonisation.

Mais elle impliquerait alors aussi le droit à trouver une danse folklorique ridicule, un plat régional imboiffable ou une chanson traditionnelle à chier. Elle impliquerait encore la fin des délites romantico-patriotiques dans le maquis, la cagoule sur la tronche et le flingue en bandoulière, la fin des frissons devant le drapeau d'Euskadi ou de Breizh. Elle impliquerait surtout l'impossibilité d'imposer ses choix par la terreur des armes et des bombes, la fin de l'impôt révolutionnaire et des « comités de coordination de la lutte armée pour la libération définitive de notre pays qu'est le plus beau du monde même qu'on est les plus intelligents du monde et que c'est pour ça que nous aussi on a bien le droit à un peu de pouvoir ».

Et si tous ces braves gens qui passent leur temps à nous assurer qu'ils sont antimilitaristes, anticaristes, anti tout ce contre quoi nous sommes ne voulaient après tout qu'un espace autonome où ils pourraient exercer le pouvoir...

Si ce n'est pas le cas, le jour où ils réaliseront que nous aussi nous nous battons pour la liberté - non pas des peuples mais des individu(e)s à disposer d'eux (elles)-mêmes - et l'abolition de l'oppression, et que ce combat doit se mener à l'échelle du monde et non pas d'un pays, d'une région ou d'une île, alors ce jour là nous aurons à faire ensemble.

Ce jour là, amis indépendantistes, nous pourrions entreprendre de grande choses. Tiens, pourquoi pas commencer par faire des chiffons avec vos drapeaux? On a toujours besoin d'un bon chiffon pour dépoussiérer les vieilles idées.

David. - Groupe de Rouen

Rédaction-Administration :
145, rue Amelot, 75011 Paris
Directeur de publication : André Devriendt
Commission paritaire n° 55 635
Imprimerie : La Vigie, 24, rue Léon-Rogé,
76200 Dieppe.
Dépôt légal 44 145 - 1^{er} trimestre 1977
Routage 205 - La Vigie
Diffusion N.M.P.P.

Autorisation de prélèvements

80 F par trimestre abonnement normal
 100 F par trimestre abonnement de soutien

ORGANISME CREAANCIER
PUBLICO - LE MONDE LIBERTAIRE
145, rue Amelot 75011 Paris

N° NATIONAL D'EMETTEUR
N° 42 25 73

J'autorise l'établissement tireur de mon compte à effectuer sur ce dernier les prélèvements pour mon abonnement au journal Le Monde libertaire. Je pourrai suspendre à tout moment mon service au journal Le Monde libertaire.

Date _____
Signature obligatoire _____

IMPORTANT : merci de joindre un relevé d'identité bancaire ou postal à votre autorisation. Il y en a un dans votre chèque.

TITULAIRE DU COMPTE A DEBITER (lettres capitales)
NOM _____ Prénom _____
N° _____ Rue _____
Code postal _____ Localité _____

NOM ET ADRESSE DE L'ETABLISSEMENT DU COMPTE A DEBITER (votre banque, ccp ou Caisse d'épargne)
NOM _____ Prénom _____
N° _____ Rue _____
Code postal _____ Localité _____

DESIGNATION DU COMPTE A DEBITER
Etablis. Codes Guichet N° de compte CIB

libertaire

Rédaction-Administration : 145, rue Amelot
75011 Paris. Tél. : 01 48 05 34 08
Fax : 01 49 29 98 59

Bulletin d'abonnement

Tarif	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois 5 n°	<input type="checkbox"/> 35 F	<input type="checkbox"/> 70 F	<input type="checkbox"/> 60 F
3 mois 13 n°	<input type="checkbox"/> 95 F	<input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 140 F
6 mois 25 n°	<input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 310 F	<input type="checkbox"/> 250 F
1 an 45 n°	<input type="checkbox"/> 290 F	<input type="checkbox"/> 530 F	<input type="checkbox"/> 400 F

Abonnement de soutien : 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50 % de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

(lettres capitales)
Nom Prénom
Adresse
Code postal Ville
Pays A partir du n° (inclus).
Chèque postal Chèque bancaire
Virement postal (compte : CCP Paris 1128915 M)
Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.

SOS tout-petits ridiculisé à Toulouse

Samedi 19 octobre à 13 heures, l'association SOS Tout-petits appelait à une manifestation contre l'avortement devant la clinique des teinturiers allées Charles de Fitte à Toulouse. SOS Tout-petits a mobilisé moins d'une vingtaine de personnes dont Bernard Anthey alias Romain Marie et d'autres membres du Front national. Ces individus ont été embarqués par la police au bout d'un quart d'heure.

La contre manifestation appelée par de nombreuses associations et organisations toulousaines a rassemblé plus de 500 personnes bien décidées à montrer qu'il n'était pas question de laisser faire les intégristes.

Un certain nombre de manifestants s'étaient portés au contact des nazillons pour les faire déguerpir, ce qui a occasionné quelques échanges de coups avec les forces de l'ordre qui ont soustrait les fous de dieu à la colère toulousaine.

Groupe Albert Camus. Toulouse

La Seyne : un bilan mitigé pour le Poulpe

Le Centre culturel de la rue Jacques Laurent, à La Seyne, le jeudi 17 octobre, accueillait en ses murs Serge Quadruppani, auteur de « Saigne sur mer », un polar de la collection Le poulpe (1).

On aurait pu penser que l'évocation d'affaires politico-maffieuses se soldant, voilà dix ans sous la municipalité Scaglia (UDF), par le meurtre de l'adjoint Daniel Perrin, agent immobilier de son état, allait remuer les foules. Il n'en fut rien, et ceci malgré une bonne couverture médiatique de la part de Var-Matin et du quotidien communiste La Marseillaise... ainsi qu'un collage intense.

Quarante personnes présentes, pour une première réunion libertaire après une douzaine d'années d'absence en la matière sur La Seyne, c'est encourageant.

Enfin, l'essentiel fut la bonne tenue du débat, malgré l'absence de révélations fracassantes de l'auteur sur les procès en cours (Jo Sercia et Maurice Arreckx, le bras droit et son patron voilà quelques années).

Promis, juré, le collectif libertaire « La Commune » et le groupe « Nada » de la Fédération anarchiste poursuivront les réunions sur La Seyne, mais également sur l'ensemble du Var. Ils tentent actuellement de donner corps à un projet pacifiste sur le thème « Le nationalisme tue », pour le 11 novembre. Après des démarches sur Toulon, en quête d'une salle (privée), ils se réorientent sur Draguignan, où jamais aucune réunion - de mémoire de militant - n'a eu lieu.

C.N. - groupe Nada, Toulon

(1) Editions La Baleine 32 F

Lille : nouvelle grève de la faim des sans-papiers

Pierre Mauroy les poignarde dans le dos !

Depuis le jeudi 11 octobre, une trentaine de sans-papiers sont de nouveau en grève de la faim à Lille. Cet ultime moyen d'action, ils l'ont choisi en réaction aux multiples provocations de l'Etat et de la préfecture. Ils réclament des papiers pour tous, l'arrêt des arrestations et des expulsions. Pour la mairie : « La grève de la faim n'est pas justifiée » !

ILS ÉTAIENT 29 à avoir entamé ce mouvement au retour d'un de leurs compagnons d'une garde à vue. Réaction de colère face à la répression de plus en plus féroce à laquelle se heurte le mouvement des sans-papiers : contrôles d'identité au faciès, en particulier autour du lieu occupé par le Comité des sans-papiers de Lille, arrestations, mises en garde à vue, passage au tribunal, arrêt d'expulsion, séparation de familles...

Les exemples sont multiples d'une volonté préfectorale de forcer les sans-papiers à retourner dans l'ombre. Ainsi, Jawneh F. K. a été arrêté il y a quelques semaines déjà. Il a été séparé de ses deux jumelles de quatorze mois. Frappé d'un arrêté d'expulsion, il a été conduit jusqu'à Bruxelles où il s'est opposé à l'embarquement. Depuis, notre ami a été condamné à trois mois de prison ferme et croupit en tôle à Fleury.

Dernier en date, Saibou Touré disposait lui depuis quinze jours d'une autorisation provisoire de séjour. Il a cependant été arrêté jeudi 11 et placé en garde à vue plusieurs heures à la Dircilec. Traité plus bas que terre, il s'est vu accusé d'avoir produit de faux papiers, traité de faussaire... A sa sortie, de retour au Comité des sans-papiers, il a raconté cette nouvelle vexation, ne pouvant retenir sa colère. C'est alors que 29 sans-papiers ont spontanément décidé de riposter par la grève de la faim. Ils sont de toutes nationalités : Africains, Nord-Africains, Laotiens, des hommes comme des femmes. Le mercredi 16, deux d'entre eux ont été contraints d'arrêter cette grève au bout de six jours pour de graves raisons médicales. Face à cette nouvelle situation, toutes les ambiguïtés des différents soutiens sont apparues au grand jour. Bienvenue dans le panier de crabes.

L'Église réformée : elle avait été contrainte d'accueillir les sans-papiers dans ses locaux (après que ceux-ci se virent refusés l'hébergement à la Bourse du travail par les syndicats). Le lundi 14, elle faisait savoir par voie de presse qu'elle demandait aux sans-papiers de quitter les lieux avant le samedi 18 sous peine d'expulsion!

La mairie et les associations, maintenant : les sans-papiers décident de tenter une nouvelle occupation le mercredi 14, après le traditionnel rassemblement devant la préfecture, 200 manifestants se dirigent vers l'auberge de jeunesse de la ville. Ce lieu dépend évidemment de la municipalité. Cette fois-ci, ce furent les polices municipales et nationales qui nous accueillirent. La responsable de l'auberge, ayant téléphoné à la mairie, avait reçu la consigne de refuser l'accès aux sans-papiers. Durant quelques minutes, ce fut un face à face plutôt houleux avec les policiers, aux cris de « Mauroy trahison !, Socialos collabos ! » et autres « P comme pourri, S comme salauds ! » Après quoi la manif repartait aussi sec vers la mairie pour venir crier sa colère à Mauroy (qui s'était déplacé en personne auprès des précédents grévistes, en juin) sous ses fenêtres.

La mairie est en effet censée soutenir les sans-papiers depuis leur installation chez les protestants. Soutien qui ne s'est réduit par aucune action ou aide matérielle. Son jeu est soudain devenu très clair, ainsi que celui de la Préfecture. Une délégation a été reçue par le chef de cabinet. Elle a appris que la mairie voulait bien appuyer les dossiers auprès de la Préfecture, mais qu'elle se refusait à accorder une salle. Et cela tant que les sans-papiers ne lui auraient pas montré les dossiers pour qu'elle juge de leur solidité. Du chantage!

Le soutien des faux-derches

Pourquoi une telle attitude? Parce que les rumeurs circulent en tous sens. La préfecture mène campagne en sous-main pour décrédibiliser les sans-papiers (ils sont mal organisés, leurs dossiers ne seraient pas sérieux, pas défendables, etc.). D'où la réaction de l'Église réformée et de la mairie. Mais c'est aussi le résultat du soutien plus qu'ambigu des grosses pointures de l'antiracisme. Cela fait des semaines que le réseau contre les lois Pasqua fait preuve d'une inefficacité totale dans son soutien. Le samedi 12, une rencontre a eu lieu entre la mairie et les associations (sans les sans-papiers!). Le directeur de cabinet de Mauroy en a conclu, d'après ce que lui auraient dit les associations, que le mouvement était mal organisé, les dossiers indéfendables (d'autant plus qu'il s'agit de tous les cas possibles de sans-papiers).

Ça doit lui tordre les boyaux de se retrouver face à des dossiers d'étudiants expulsables du fait d'une circulaire de ce qui était alors un gouvernement socialiste, ou face à des déboutés du droit d'asile... et surtout que les associations ne contrôlaient absolument pas le mouvement. Il en a eu la preuve définitive avec cette dernière action.

Clarifications des choses donc. Le comité a fait la preuve définitive de son indépendance. Premier effet positif, désavouée par sa base, l'Église réformée a retiré ses menaces d'expulsion. La mairie essaie encore de rattraper le coup et pourrait éventuellement trouver une solution au problème des locaux. Mais une chose est sûre, si soutien effectif il y a de la part des magouilleurs, ce sera uniquement parce qu'ils auront été forcés méchamment. Et on peut compter sur nous pour le leur rappeler et qu'il n'en tire aucun bénéfice!

Les associations sont maintenant au pied du mur : soit soutenir fermement et clairement, soit être totalemente décrédibilisées. Notre adhésion au Réseau en dépendra.

Samedi 19, nouveau coup de théâtre. Cette fois-ci, la mairie nous assassine et arme la préfecture. Par voie de presse (*Nord-Eclair* du 19 octobre), elle annonce : « La grève de la faim n'est pas justifiée ! » Et de motiver ainsi son refus définitif d'un prêt de locaux : la préfecture aurait satisfait certaines exigences des grévistes (lesquelles ?) ; alors qu'en juin, elle avait soutenu les parents étrangers d'enfants français, la mairie juge cette fois-ci que certains sont indéfendables : déboutés du droit d'asile, etc. C'est un véritable assassinat après dix jours de grève de la faim. Elle conforte ainsi la position de la préfecture (la grève est injustifiée) et aboutit *a priori* une future répression des grévistes : leur demande de papiers est injustifiée. Il y a une stratégie d'isolement des sans-papiers à laquelle les grosses associations semblent prendre part, puisqu'elles ne peuvent contrôler ces derniers.

Une caravane régionale des sans-papiers pour fin novembre

Nous allons devoir très vite trouver des réponses à cette provocation. Il y a maintenant plus de 268 dossiers en souffrance dont la liste a été déposée en préfecture. Déjà, le samedi 19, a eu lieu un meeting avec la participation de représentants de Saint-Bernard, de Colombes, du 3^e Collectif. A la fin du meeting, les participants, pour marquer leur stupeur de ce qu'ils venaient d'apprendre par voie de presse, sont restés dans la salle afin de l'occuper pour obliger la mairie à venir s'expliquer. Hélas! nos élus préférèrent se prélasser dans leurs datchas au Touquet et personne n'était là pour nous rencontrer. Nous n'avions pas encore les moyens de poursuivre l'occupation. Nous avons donc quitté les lieux.

Une caravane régionale des sans-papiers est en préparation pour la fin novembre. Un projet d'Assises locales qui laisserait réellement la possibilité aux sans-papiers d'exprimer leur vision politique de la lutte est en préparation. Il appuierait l'expression politique des sans-papiers lors des assises nationales prévues pour début décembre et chercherait à éviter le monopole du discours par les associations.

Et la grève de la faim se poursuit. En réaction, les femmes de certains grévistes menacent maintenant de rejoindre le mouvement et exigent une entrevue entre elles et P. Mauroy, d'une part, le préfet d'autre part.

Bertrand Dekonink
groupe Humeurs noires (Lille)

Soirée de solidarité avec les sans-papiers

- Projection vidéo à 20 heures : la balade des sans-papiers
 - Conférence à 21 heures avec des intervenants du collectif des papiers pour tous
- vendredi 25 octobre à 20 heures à la maison des syndicats, rue H. Bottier (en face du bar le Damier) - Compiègne.
Organisé par la Coordination régionale antifasciste

Soirée très relaxe le 26 octobre

Le Comité anti-expulsions organise une fête salle Desquesnes (place Descart, près du grand boulevard) à Villeneuve d'Ascq-Breucq, avec dès 17 heures Denis Cacheux, La bande à Paulo, Les Belles Lorettes, Galimède, Tempus Fugit, etc.

50 F ; soutien 100 F ; chômeurs, étudiants 20 F.

En bref

■ Le groupe de la Villette de la FA tient une permanence à 20 heures le dernier jeudi de chaque mois à l'USINE, 102, bd de la Villette, 75019 Paris.

■ Le Centre Ascaso-Durruti est en train de voir le jour à Montpellier. A l'initiative d'Abel Paz, il s'agit d'une bibliothèque d'archives, de documents et de livres. L'ouverture du centre ne pourra se faire qu'une fois les travaux achevés, ce qui nécessite encore quelques frais. Vos dons sont donc les bienvenus. Centre Ascaso-Durruti, 25, rue Dezeuze, 34070 Montpellier.

■ Le groupe Les Temps nouveaux de la FA vend le Monde libertaire tous les samedis de

11 à 12 heures au marché Saint-Martin. Groupe Les Temps nouveaux, c/o CEL 29277 Brest cedex.

■ Un groupe libertaire vient de se créer à Blois. Son adresse est : Groupe libertaire de Blois, B.P. n° 1 41190 Molineuf.

■ Le numéro 54 du Bulletin d'information de « la deuxième Union régionale de la CNT » vient de paraître. CNT/2e UR, B.P.4, 75421 Paris

■ Le numéro d'octobre d'Alternative libertaire a paru. 20 F l'exemplaire ou 150 F pour dix numéros (pour les lecteurs du Monde libertaire). Chèques à l'ordre de Noël Roger, 2, rue de l'Inquisition 1000 Bruxelles.

■ Le journal *Germinal* change d'adresse : *Germinal*, B.P. 78, 52003 Chaumont cedex.

■ Courant alternatif paraît ce mois-ci avec un dossier : « Sans-papiers, sans-foyers, résistance à la xénophobie d'Etat », Un bilan de la « Malvenue au pape »...

■ Liberté à Brême, pièce de R.W. Fassbinder au Théâtre de la Huchette du 10 septembre au 31 décembre. 100 F au lieu de 160 F pour les auditeurs de Radio libertaire et les lecteurs du Monde libertaire.

■ Le numéro 8 d'Ab irato vient de paraître. 10 F. Ab irato, B.P. 328, 75525 Paris cedex 11. En vente aussi à la librairie du Monde libertaire...

■ On peut se procurer le numéro d'octobre de « Que fait la police ? » en écrivant à l'Observatoire des libertés publiques, 7-9, passage Dagorno, 75020 Paris.

Nous venons d'apprendre le décès d'Emmanuel Pierron, militant anarchiste du groupe Ne plus subir, de Moselle.

Manu fut l'un des fondateurs du groupe. Son intense investissement militant a permis l'implantation du mouvement libertaire en Moselle. Nous présentons nos condoléances à sa famille et à ses amis.

Des anars potes

De passage à Sydney, en Australie, nous avons rencontré deux compagnons libertaires. Mark, militant anarcho-syndicaliste depuis vingt-deux ans, est membre de l'Anarcho-Syndicalist Federation (ASF), section australienne de l'AIT. Il a participé à la fondation de la librairie anarchiste Jura Books, il y a vingt ans. Il collabore aujourd'hui à la revue Rebel Worker. Graham se penche plus précisément sur les questions d'environnement. Dans les ouvrages qu'il a publiés, il développe le concept de bio-régionalisme. Il gère également Jura Books.

M.L. : Pouvez-vous nous brosser un portrait de la situation économique, politique et sociale de l'Australie ?
Graham : L'Australie a démarré avec l'arrivée d'immigrants venant d'Écosse et d'Irlande. Comme beaucoup de colonies, elle était d'abord très orientée vers l'exportation du bois par exemple, qui a en partie servi à la construction des traverses des voies ferrées britanniques. Cela a entraîné de nombreux dégâts pour l'environnement. Des animaux ont également été transportés ici alors qu'ils n'étaient pas adaptés aux conditions naturelles de ce pays.



Ce n'est que vers les années 60 que l'on s'est interrogé sur le sens de ces exportations, d'autant plus que le nombre d'immigrants britanniques avait baissé. L'Australie, refusant, d'accueillir les Africains, a en contrepartie favorisé l'accueil de populations italiennes, grecques et portugaises. Elle s'est ainsi progressivement éloignée de la Grande-Bretagne. Aujourd'hui, le pays se tourne davantage vers l'Asie et les USA, exportant, par exemple, des denrées alimentaires (viande, blé, etc.) vers le Japon. Je ne pense pas que cette coopération en direction de l'Asie mène très loin.

Mark : Un État-providence s'est développé en Australie à partir de la Seconde Guerre mondiale : nous étions alors en plein boom économique. Les années 80 ont vu se multiplier les délocalisations des entreprises australiennes en Asie, et un gouvernement travailliste soutenant le développement d'une zone de libre échange avec les pays d'Asie et du Pacifique. Conséquences directes de cette décision : des produits meilleur marché sont apparus mais le chômage a progressé et les travailleurs australiens se sont dressés contre leurs homologues asiatiques.

Déjà, dès les années 50-60, des membres du parti travailliste incitaient celui-ci à se rapprocher du monde des affaires et à privatiser. Ce parti, contrôlant massivement les postes clés dans les différentes instances syndicales, a empêché l'expression réelle des luttes. Pour l'anarcho-syndicalisme, il est très important de supprimer ces liens syndicat/parti, parti libéral/parti travailliste, monde des affaires/parti.

Aujourd'hui, la privatisation s'est accentuée dans ce pays, notamment dans les télécommunications, les docks et le secteur public (ex : ANPE, etc.). Les emplois de l'État sont de plus en plus contractuels et l'on cherche à diminuer les quelques avantages acquis.

À Sydney, les transports publics sont particulièrement touchés par cette tendance : on ferme certaines lignes ferroviaires « non rentables », la maintenance est sous-traitée par des sociétés privées et l'utilisation de la voiture est encouragée, ce qui n'est pas sans poser des problèmes de pollution dans les grandes villes. Une résistance s'est pourtant organisée, notamment par la présence d'anarcho-syndicalistes dans cette branche qui, compte tenu des distances gigantesques existant dans ce pays, demeure un secteur clé. On a d'abord cherché

à casser les docks, en développant le train, puis l'on a voulu remplacer ce dernier par les camions. Mais les routes sont en mauvais état et les routiers sont difficiles à syndiquer car le réseau est complètement sous-traité.

Curieusement, l'Australie redevient un pays agricole, comme dans les années 20, puisqu'elle perd une partie de ses industries. Comme dans bon nombre de pays, la précarité est un fléau. Les gens qui exercent deux boulots à temps partiel sont légion, les stages pour occuper les personnes se multiplient. Les organisations de chômeurs sont inexistantes et les syndicats ne semblent pas s'intéresser à leur sort. Les tentatives de restrictions budgétaires sévères dans le secteur de la Santé ont vu une certaine résistance syndicale s'organiser au sein des hôpitaux de Sydney.

Nous pensons que cette période est favorable pour organiser les gens (par exemple dans l'Éducation et l'Hôtellerie) et qu'un intérêt grandissant se manifeste pour la réduction du temps de travail.

Une lutte intéressante à décrire est celle de la dernière grève des tramways. Les conducteurs ont assuré un service gratuit jusqu'à ce que la compagnie d'électricité locale coupe le courant. Les tramways ont abandonné leur tramway en pleine rue. La société de transports voulait fermer des lignes alors qu'elles sont indispensables aux enfants et aux personnes âgées. Nous avons eu le soutien de la population.

M.L. : Les luttes se sont-elles autant exprimées lors des derniers essais nucléaires français ?

Graham : On s'est intéressé à la question du nucléaire ici à cause des essais français, mais il faut dire que les Australiens sont quelque peu hypocrites. On a pu entendre, à cette occasion, beaucoup d'âneries. Tout d'abord, l'Australie exporte de l'uranium grâce à ses mines du sud qui provoquent de véritables catastrophes : cette région est fragilisée par la présence réelle de nombreuses sources. L'uranium est vendu à la France et à l'Indonésie, il sert en partie à

fabriquer la bombe. Malgré ses critiques, l'Australie n'apporte aucune réflexion sur l'énergie. Elle n'hésite pas à utiliser abondamment du charbon qui est la cause de pluies acides, d'effet de serre. A un sommet international sur l'effet de serre, elle a même essayé de se retirer de l'accord qui visait à combattre ce fléau. Je suis évidemment opposé au nucléaire, mais l'attitude de l'Australie est tout aussi critiquable car je constate que d'autres sources d'énergie telles que le vent du désert, le soleil sont tout à fait sous-développées dans ce pays.

M.L. : Et si l'on parlait du mouvement anarchiste en Australie ?

Graham : C'est un mouvement assez petit. Il a démarré à Melbourne il y a quelques années alors qu'à Sydney il est plus récent. Dans les années quarante et cinquante, il y a eu l'arrivée de réfugiés espagnols et bulgares qui ont commencé à propager leurs idées, avec une dominante syndicaliste. L'anarchisme s'est ainsi développé dans le cadre de mouvements actifs dans le syndicalisme, mais aussi dans le végétarisme ou bien, par exemple, contre les vues victorienne sur la sexualité.

Mark : Il y a beaucoup de confusion dans le mouvement anarchiste en Australie : de nombreux anarchistes adhèrent à des mouvements de subculture. Ceux-ci n'ont pas de véritable projet, mais font preuve plutôt d'une certaine résignation. Beaucoup de chômeurs et d'étudiants se retrouvent aussi dans la mouvance. Dans les années soixante-dix, soixante-quinze, j'ai été embarrassé par leurs propos car je n'y retrouvais pas mes conceptions : il était difficile de construire un mouvement de travailleurs. Il existe dans ce pays un certain nombre de librairies tenues par des anarchistes individuels. Par exemple, on les retrouve à Brisbane, à la librairie Blackrose de Sydney ou à la librairie Barricade de Melbourne. Ils sont passés de la subculture au mouvement

punk puis au mouvement techno. Ils organisent des concerts pour financer leurs librairies. Début 1995, lors de la venue de Chomsky à Sydney, 200 personnes étaient présentes, essentiellement des punks mais peu de syndicalistes. Ce phénomène est tout à fait courant dans les pays anglo-saxons : c'est le profil de l'anarchisme dans ces pays-là qui se sont éloignés d'activités révolutionnaires. Au départ, des gens qui se retrouvent au chômage et recherchent des squats rentrent dans ces mouvements. Ils sont peu intellectuels et étudient peu la théorie anarchiste même s'ils ont des librairies.

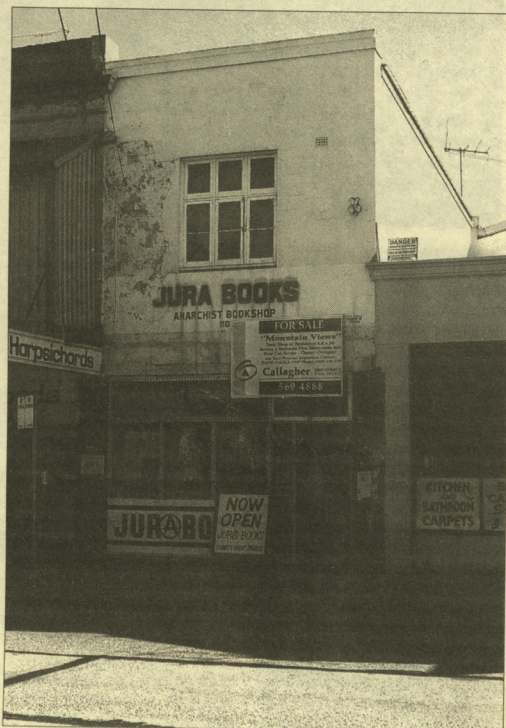
Une autre partie du mouvement est plus impliquée dans l'anarcho-syndicalisme, publie des journaux comme *Rebel Worker*, etc.

Graham : Oui, ces mouvements de subculture sont à mon avis trop anti-ouvriers. Il est difficile de travailler avec eux. Ils oublient ce qui est l'essence de l'anarchisme, notamment sa dimension historique.

M.L. : Vous nous avez parlé de librairies anar. La vôtre s'appelle Jura Books.

Graham : Oui. Nous avons démarré Jura Books il y a vingt ans. Au départ, il s'agissait d'une bibliothèque, puis nous avons acquis un local et l'avons transformé en librairie. C'est une coopérative qui appartient à une association à but non lucratif. Un petit groupe de personnes s'occupe de la librairie et de diverses activités (réunions, éditions, communication avec les autres anarchistes en Australie ou ailleurs par e-mail...). La librairie ne vend pas que des livres sur l'anarchisme bien sûr, sinon elle ne pourrait survivre financièrement. Nous vendons beaucoup d'autres livres sur les femmes, l'environnement, l'urbanisme, etc. Nous travaillons également avec les bibliothèques universitaires et leur proposons des livres venant de Grande-Bretagne, des USA, de Nouvelle-Zélande à des prix intéressants pour eux. Étant une association non lucrative, nous vendons les livres quasiment au prix de revient.

Ainsi, nous sommes passés de quelques livres sur une étagère à un local. J'ai également parlé d'éditions : celles-ci portent le nom de Jura Media, et nous avons déjà publié des textes de Chomsky, de Santillan sur l'Espagne, de Kropotkine, d'E. Reclus.
Mark : Une autre activité intéressante est la coopération entre différentes librairies. Nous avons, par exemple organisé des conférences avec Red & Black Forum, Book Arcade, City Books. Au mois de mai 1996, 60 personnes sont venues à la conférence que nous avons co-organisé fin juillet, 140 personnes. Les conférences traitent de l'histoire du mouvement ouvrier, de l'anarcho-syndicalisme, des IWW aux USA, il y a



aux antipodes

aussi des marxistes plus larges d'esprit qui participent à cette initiative.

Graham : Après l'éclatement du mouvement communiste marxiste, le PC australien est devenu inexistant. Il s'est autodissous. Des personnes issues de cette dissolution ont essayé de reconstruire un mouvement plus large, une sorte de forum, comme l'UGT, par exemple ou la CGT. Ils voulaient reconstruire la gauche en Australie. Nous participons à certaines des conférences qu'ils organisent. Il y en a eu une, par exemple, sur la révolution espagnole.

M.L. : Avez-vous des échanges avec les anarchistes d'autres pays ?

Mark : Essentiellement avec les pays anglo-saxons, en particulier les USA et le Canada. Avec l'entrée de la Grande-Bretagne dans la Communauté européenne, les contacts se sont faits de plus en plus difficilement, d'autant plus que le courrier est devenu onéreux. Cependant, aujourd'hui, l'informatique permet, grâce au réseau Internet, d'échanger des informations et des idées plus facilement. Cela a pu casser notre isolement. *Rebel Worker* est consultable désormais sur Internet. Si l'on arrive à dépasser certaines querelles et discussions stériles qui apparaissent çà et là, des collaborations et des échanges inter-pays peuvent se faire plus facilement.

M.L. : Tu as parlé d'éditions. Toi même, tu as publié plusieurs livres, notamment sur le bio-régionalisme. Peux-tu nous expliquer ce que tu entends par ce terme ?

Graham : J'ai lu certains écrits de Philippe Pelletier (cf. *Super Yalta* [1]). Il semble très opposé à cette notion de région environnementale. Il compare cette notion à une sorte de nationalisme mesquin et de poujadisme, avec des gens qui font des petites affaires, avec de petites industries vertes, des mentalités de citadins ou de villageois à œillères. Je pense que ce n'est pas exact. Dans les ex-colonies, comme l'Australie, les lignes de démarcation des provinces ont été dessinées par des fonctionnaires britanniques. Leur vision de la Terre ne correspondait pas aux frontières naturelles bio-géographiques. Alors qu'en Europe cela pourrait amener à la création de petits États, ce n'est pas le cas en Australie. Ici, la perspective est différente. Il est important pour nous de développer une perspective postcoloniale au niveau de l'espace et du lieu géographique, de développer un sentiment de vie dans un espace spécifique, avec une faune et une flore spécifiques. On ne peut pas l'assimiler à un régionalisme, une sorte de paradis perdu, préexistant à l'invasion romaine. C'est la même chose pour l'Afrique, l'Amérique et le Moyen-Orient, partout où des frontières ont été tracées artificiellement. Il est important de développer un sentir réel de l'espace et du lieu où l'on vit. Ce qui m'intéresse c'est la notion de village, de ville, de commune autogérée s'intégrant dans le concept écologique de la bio-région. C'est la vision traditionnelle de l'anarcho-communisme. L'un de mes travaux consiste à montrer qu'il n'y a pas de contradiction entre le syndicalisme, le communalisme et l'environnementalisme. Ils font partie d'un tout. Depuis que je suis dans le mouvement anarchiste, j'ai assisté à des querelles entre ces trois domaines. Je souhaiterais dire qu'il existe une interrelation entre ces trois éléments. Tout d'abord, on vit tous dans une région environnementale ; ensuite dans une ville ou un village. Il n'est pas possible pour chaque ville ou village de fabriquer tout ce dont il a besoin (routes, postes...). Il est important d'avoir un contrôle de la part des travailleurs, par le biais de syndicats pour fournir ces services nécessaires. La perspective écologique est vitale parce qu'il faut s'occuper de la terre. Il faut que les gens aient leur mot à dire sur la vie du village ou de la ville, sur ce qui doit être produit, la quantité, etc.

M.L. : Comment te situes-tu par rapport à Murray Bookchin ?
Graham : Bien qu'il y ait eu des querelles, il n'y a pas tant de différences entre nous. Bookchin parle d'éco-régionalisme,

phique. Au lieu de dire, je suis basque, je devrais dire l'appartenance à cette région, avec ses animaux, ses plantes. On n'acquiert pas d'abord une sensibilité culturelle du lieu où l'on vit mais environnementale. Le but est d'éloigner les gens du nationalisme, en les amenant à observer davantage l'endroit où ils vivent. Le bio-régionalisme ainsi défini ne peut être réduit à un type de nationalisme tel qu'il existe en Europe occidentale ou centrale.

Dans certaines parties d'Europe, la région environnementale peut coïncider avec l'entité culturelle comme en Galice, Aragon, Catalogne. Cela peut mener au nationalisme. Pour cela, en Europe, il est facile de confondre le nationalisme avec le bio-régionalisme, mais ce n'est pas le cas en dehors de l'Europe. En Australie, je pense que si l'on abandonne les lignes droites tracées par les colons, et que l'on revient à des frontières naturelles, on lance un défi au nationalisme.

M.L. : Philippe rapproche la notion de bio-régionalisme de la notion d'espace vital, présent chez les nazis. Comment peux-tu contester cela ?

Graham : Le bio-régionalisme s'occupe de la région et ne s'attache pas, dans un premier temps, à l'être humain qui migre, comme certains animaux. Il ne définit pas l'individu comme un citoyen d'un bio-régionalisme spécifique, mais tient compte du fait que l'humain habite une région, sans être le produit de cette région. Il n'est pas lié à un élément culturel. Si l'on vit dans un endroit, on doit apprendre à vivre dans cet endroit, à s'en occuper. Cela n'a rien à voir avec un quelconque espace vital. En Europe il n'y a pas de région où il n'y ait eu des migrations. Personne ne peut revendiquer des liens organiques directs entre les habitants d'une région et une prétendue race. La notion d'espace vital est d'autant plus aberrante qu'en Europe existe tous les "sangs". Les rives du Danube regroupent sept nations, même plus aujourd'hui avec l'éclatement de la Yougoslavie. Actuellement, le Danube est une poubelle. Il vaudrait mieux dire "je suis habitant des berges du Danube" plutôt que "je suis hongrois, ou tchèque, ou...". Il faudrait se fédérer le long du Danube pour que le fleuve redevienne sain pour tous. Nous recherchons ce type de concept. On ne recherche pas de frontières statiques dans le bio-régionalisme. En Australie, le désert s'étend et il existe de petites forêts en son sein, mais les limites de ce désert varient. La bio-région n'est pas quelque chose de fixe, à l'inverse d'une frontière d'État. Le tout est de savoir comment vivre en harmonie avec ce qui existe à tel ou tel endroit.

M.L. : Comment te situes-tu par rapport à Murray Bookchin ?
Graham : Bien qu'il y ait eu des querelles, il n'y a pas tant de différences entre nous. Bookchin parle d'éco-régionalisme,

cependant, je ne suis pas d'accord quand il dit qu'on peut retourner à de petites communautés. Je ne suis pas opposé à cela, mais je pense que c'est naïf de croire cela. Nous vivons dans un monde post-industriel, avec des communications de masse, etc. et sa perspective me semble peu réaliste. Il a aussi été très opposé au syndicalisme, je ne sais pas pourquoi. Sa position est plus proche des positions des années soixante, où l'on croyait en la possibilité d'existence de petites communautés autarciques. Ces petites communautés se sont disputées et ont arrêté de fonctionner au bout d'un an ou deux, et les gens sont retournés vivre en ville.

Mark : Bookchin a fait du bon travail, ces dernières années, en attaquant notamment le concept d'économisme de la Terre-Mère (Mother Earth), les thèses misanthropiques affirmant que les êtres humains sont trop nombreux, qu'ils détruiraient la Terre, qu'il faudrait liquider 99,99 % d'entre eux. Je crois à des communes, des villes, qui sont solides, avec une base industrielle. Quand je parle d'industrialisation, je ne parle

évidemment pas d'industries polluantes ou inutiles, mais d'industries fabriquant des produits utiles et répartis équitablement parmi la population.

Propos recueillis par Marie-Hélène Bardonnet (groupe Sacco et Vanzetti) et Manuel Mendes (groupe Poullaille)

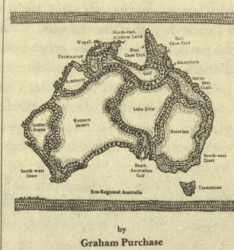
(1) Philippe PELLETIER. *Super Yalta - Esquisse géopolitique de la situation mondiale en 1991*. Paris, Editions du Monde libertaire, 1991.

Bibliographie :
Revue : *Rebel Worker*

Brochures :
Graham PURCHASE. *The new anarchy*. Sydney, Jura Books, 1994.
Graham PURCHASE. *Anarchist society and its practical realization*. San Francisco, See Sharp Press, 1990.
Graham PURCHASE. *Anarchism and ecology : the historical relationship*. Sydney, Jura Books, 1993.
Graham PURCHASE. *Social ecology, anarchism and trades unionism*. Sydney, Black Cat Printers, 1992.

Ouvrages :
Graham PURCHASE. *Evolution and Revolution : an introduction to the life and thought of Peter Kropotkin*. Sydney, Jura Books, 1996.
Graham PURCHASE. *Anarchism and Environmental Survival*. Arizona, Sharp Press, 1994.
Murray BOOKCHIN, Graham PURCHASE, Brian MORRIS [et al.]. *Deep ecology and anarchism : a polemic*. London, Freedom Press, 1993.
Philippe PELLETIER. *L'impotisme écologiste*. Paris, GIP-Reclus, 1993.

The Anarchist Case AGAINST An Australian Green Party



TURQUIE

Liberté pour Ossie !

Le piège s'est refermé, Osman Murat Ulke a été arrêté par les militaires, le mardi 8 octobre, depuis, nous avons peur pour « Ossie », comme nous l'appelons, car il est devenu notre ami depuis le temps qu'Aude Ace nous en parle dans *l'Union pacifiste*. Incarcéré dans la sinistre prison centrale d'Ankara, il y était « interrogé » à la mi-octobre.

Ossie était déjà passé en procès le 6 juin 1994, à Istanbul, pour avoir violé l'article 155 de la loi martiale, en participant à une conférence de presse pour le droit à l'objection de conscience. Il avait été relaxé à cause de témoignages contradictoires et ridicules des policiers (*L'U* juillet et août 1994).

Le 20 juin 1995, au tribunal militaire d'Ankara, rebelle. Ossie comparait comme réfractaire à l'armée. Devant l'ampleur du soutien international, il n'avait pas été arrêté à l'issue du procès, mais avait un délai de deux jours pour rejoindre sa caserne d'affectation (*L'U* août et novembre 1995). Lan dernier, il avait brûlé ses papiers militaires, lors d'une conférence de presse à Izmir, en présence de l'envoyé spéciale de l'U.P.

C'en était trop pour les ganaches. L'état-major de la cour militaire d'Ankara diffusait le 5 septembre 1995 un mandat d'arrêt contre notre insoumis total.

Comme si de rien n'était, Ossie, président de l'ISKD (association des résistants à la guerre d'Izmir, interdite par la loi martiale), continuait à travailler intensément par la parole, par l'écrit, et par son comportement antimilitariste exemplaire, pour le droit à l'objection de conscience, la justice sociale, la paix avec les Kurdes. Il participa même à la triennale de l'IRG au Brésil, aux rencontres internationales des objecteurs en Grèce, à l'ICOM au Tchad.

S'il a fallu plus d'un an pour que la terrible armée turque parvienne à exécuter l'ordre d'arrêter Ossie, il n'en demeure pas moins que l'ISKD estime que, dans un pays en guerre, un objeteur n'est pas en sécurité entre les mains des forces armées.

Il y a quelques mois, trois prisonniers politiques ont été assassinés lors d'une intervention de l'armée à la prison militaire de Buca.

Ossie est détenu dans le quartier des « politiques » à la prison centrale d'Ankara, dans les conditions que vous pouvez imaginer si vous avez lu le dernier rapport d'Amnesty International « Turquie, quelle sécurité ? »

Il est urgent de le sortir de là.

René Burget

Laïcité et complaisance...

Doit-on enseigner l'histoire des religions ?

FAUT-IL ENSEIGNER l'histoire des religions ? Il y a, à ce propos, un débat assez vif qui prend, dans une période de réforme des programmes d'histoire et d'oubli par l'État de la loi de séparation d'avec l'Église, une acuité nouvelle. De nombreux parents voient d'un mauvais œil leurs enfants travailler en français sur de petites histoires tirées de la Bible et étudier en histoire la naissance du christianisme et de l'islam. Beaucoup de professeurs confondent, en effet, histoire d'une religion et apprentissage des rudiments de cette religion, c'est-à-dire tout simplement, histoire et catéchisme.

même le présent, en méconnaissant sa dimension religieuse.

Au départ et à l'aboutissement de la démarche historique se trouve le temps. L'histoire n'est, ni plus ni moins, que l'étude des sociétés humaines dans le temps. Cette approche des hommes a sa richesse mais ne peut être unique et on doit la compléter par d'autres angles d'approche, dans l'espace (géographie), dans leurs formes d'organisation sociale (sociologie), etc. Pas d'histoire donc sans mise en évidence d'une évolution, de changements. Ainsi analysées, les religions sont nées, ont disparu (parfois) et ont évolué (toujours). Pas de dogme

rapport aux polythéismes. Ceux qui croient que l'hostie est la chair de Jésus-Christ ne sont pas supérieurs, ni humainement ni historiquement, à ceux qui croyaient qu'Athéna se trouvait dans sa statue du Parthénon. D'ailleurs, il n'est pas difficile de montrer que tous les monothéismes inclinent vers le polythéisme (par exemple, pour le christianisme le culte des saints, des vierges [vierges noires et autres] et même le principe de la Trinité divine) et que les polythéismes tendent au monothéisme (voir par exemple les « mystères grecs » ou le culte unique du disque solaire imposé à l'Égypte antique par le pharaon Aménophis IV). Pour les grecs ou les Égyptiens de l'antiquité, les mythes n'étaient pas de simples récits : ils croyaient à leurs dieux autant que les juifs ou les musulmans au leur.

Il n'y a donc pas de raisons de faire l'impasse sur le fait religieux dans l'histoire, dans sa dimension sociale ou politique, mais aussi spirituelle, à partir du moment où il est clairement précisé que toute divinité est une création de l'esprit humain. Cela ne dévalorise aucune croyance (simplement cela les ramène à leurs justes dimensions), mais cela n'en valorise aucune non plus. On peut ainsi envisager sereinement et sans complaisance les prolongements matériels de la foi. L'action des hommes dans les religions, rarement ragotante, n'est alors plus une déviance de superbes idéaux ; elle est inséparable des idées qui la portent.

Dans la pratique, dans les classes et particulièrement au collège, il faut utiliser une méthode simple et efficace qui permette de faire véritablement de l'histoire avec les religions. Cette méthode c'est le comparatisme. Chacune

des religions étudiées est décomposée dans une grille de lecture unique. Cela permet la comparaison et donc la relativisation, la mise à distance et la mise en perspective. Les religions ainsi étudiées prennent leur place dans la grille de lecture des civilisations qui les ont vu vivre et se transformer et que l'on doit aussi comparer. Finalement ce sont les civilisations qu'on étudie et c'est le programme officiel du collège.

De manière plus sociologique, on doit s'appuyer sur une définition rigoureuse de la religion. Au passage, on supprime l'habituelle référence étymologique qui attribue l'origine du mot au latin *religare* (lier, relier) et lui donne une connotation positive de fraternité et de dialogue. En effet, l'étymologie est spécifique d'une aire linguistique ; en Inde, il n'y a pas de mot spécifique pour désigner la religion. Et un Papou, dont la religion vaut bien celle d'un catholique, se moque du latin. On peut proposer comme définition : un ensemble de pratiques et de croyances reliant l'homme à des entités surnaturelles par des moyens symboliques (rites, prières, etc.) et donnant lieu à des formes communautaires.

Éviter le catéchisme à l'école

Concrètement, les programmes de l'éducation nationale posent le problème de la mise en œuvre de ces principes. Pour chacune des parties du programme, le temps imparti est finalement très bref et incite à la simplification, parfois abusive et trompeuse. D'où la nécessité précédemment évoquée de définir au préalable et avec précision les idées que l'on veut faire passer.

Par exemple, si on consacre les deux ou trois heures imparties à la naissance de l'islam (en 5^e), à la vie du prophète Mohammed, au cinq piliers de l'islam et à l'étude du plan d'une mosquée, on ne fait pas beaucoup d'histoire et beaucoup d'enseignement religieux. Si, en revanche, on replace l'islam dans son contexte historique (de dernière des grandes religions révélées), on peut expliquer les singularités de la croyance musulmane par rapport aux autres religions, mais aussi ses origines communes et antiques dans le « pot commun » de la religiosité méditerranéenne et moyen orientale. La religion ne tombe pas du ciel. On peut suivre le cheminement de quelques éléments symboliques comme la météorite (« pierre noire ») vénéralisée à la Kaaba de la Mecque, avant et pendant l'islam, en mettant en relation cette pratique avec, par exemple, la réutilisation par les chrétiens des dolmens en leur ajoutant une croix ou encore avec le culte que vouent les aborigènes australiens à un immense rocher situé dans le désert.

Il faut faire très attention aussi au vocabulaire utilisé. On ne peut pas parler de « risque » arien (dissidence chrétienne) à l'époque de Clovis, comme le font certains historiens. Et ce n'est pas non plus parce que l'arianisme, comme la religion des anciens Grecs et tant d'autres, ont disparu, qu'elles valent moins que les religions actuelles. De même parler sans précautions des « peuples païens », c'est utiliser un terme péjoratif appartenant à l'idéologie chrétienne ; comme parler des « barbares » (au sens strict les non-Romains pour les Romains) ne doit pas sous-entendre qu'ils vivaient dans la barbarie (au sens moderne du mot). On aboutit en général dans la tête des enfants à une image de barbares païens, qui adorent de manière un peu enfantine et ridicule des idoles de bois, bien inférieures à ceux qui croient en cette vraie religion qu'est le christianisme. Et, finalement, il devient heureux que Charlemagne ait converti ces boueux de Saxons, fût-ce à grands coups de pied au cul. En tout cas, il n'est jamais envisagé que la culture et la religion des Saxons puissent valoir celles de l'empereur chrétien.

D'une manière générale, il n'y a pas assez de recul par rapport au discours idéologique des prêtres qui souvent sont les seuls lettrés de leur époque et dont on réutilise les interprétations tendancieuses comme vérité historique : l'épisode de la commémoration du baptême de Clovis l'a largement illustré.

En conclusion, il ne faudrait pas oublier que la laïcité n'est pas le simple exercice de croire qui doivent, individuellement ou collectivement, rester dans le domaine privé. Cette séparation a pris, en France, la forme de la séparation entre l'Église et l'État. Aborder les religions dans ce cadre ne peut se concevoir que sous la forme d'un esprit critique, libre et distant. La méthode historique se prête bien à cela : enseigner vraiment l'histoire des religions, les comparer et les relativiser, cela revient à les couper du mystère et de la foi, et donc à les combattre.

Franck Gombaud
Groupe Sabatier. Rennes.



Si débat il y a, il a besoin de clarté. Il faut qu'à aucun moment on ne puisse confondre histoire des religions et religion ou vision religieuse de l'histoire. La discipline historique à ses règles, de distance, de critique, de mise en perspective, en relation et en opposition, qui font de l'histoire des religions une branche parmi d'autres de l'histoire et non une prolongation du dogme religieux ou de la foi. Cependant, aussi soucieux qu'on soit de ne pas confondre professeur et suppléant de l'évêché, il faut reconnaître l'importance du fait religieux dans l'histoire. Il est en effet impossible de comprendre le passé, et

intemporel : les dieux naissent et meurent, là où ils demeurent, c'est-à-dire non pas sur l'Olympe mais dans l'esprit des hommes.

La méthode historique

Aussi faut-il bannir dans l'étude des religions la notion de progrès, qu'elle soit explicite ou implicite. Toutes les religions se valent car les hommes et les femmes qui les ont pratiquées y ont cru pour les mêmes raisons et avec la même intensité. Il est ainsi très important pour les enseignants de ne pas présenter les monothéismes comme un progrès par

des religions étudiées est décomposée dans une grille de lecture unique. Cela permet la comparaison et donc la relativisation, la mise à distance et la mise en perspective. Les religions ainsi étudiées prennent leur place dans la grille de lecture des civilisations qui les ont vu vivre et se transformer et que l'on doit aussi comparer. Finalement ce sont les civilisations qu'on étudie et c'est le programme officiel du collège.

De manière plus sociologique, on doit s'appuyer sur une définition rigoureuse de la religion. Au passage, on supprime l'habituelle référence étymologique qui attribue l'origine du mot au

abonnez-vous ! abonnez-

A LA PETITE SEMAINE

L'aveu

Le personnage a perdu de sa superbe. Il avance vers la caméra et le micro de manière moins impressionnante que des chars russes en pays frères du temps où ceux-ci consolidaient le « bilan globalement positif » des régimes de l'Est. Il n'invite plus, avec morgue et fauîté, des journalistes pourtant timides à se taire. Il écoute même la question : « Monsieur Marchais, que pensez-vous de votre mise en examen, avec M. Hue, pour financement illicite de votre parti ? »

Ce stalinien de toujours, soutien inébranlable du communisme de goulag, d'hôpitaux psychiatriques et de police politique, défenseur constant et résolu des crimes les plus monstrueux du fascisme rouge, ce pitre télévisuel n'ayant jamais proféré la moindre parole de regret prononce alors ces mots : « J'ai la conscience tranquille... dans ce domaine. »

Merveilleux et pitoyable lapsus par lequel ce triste bouffon a peut-être inconsciemment tenté de libérer sa conscience. C'est bien la première fois qu'un communiste libérait quelque chose...

Floréal

n
3° éd
19 he
21 he
Anima
chanso
Stand
risme,
Exposi
26 oct
heures
Opéra
16, pas
taire Bo
Aussi, si
tenir fin
depuis n
d'appren
éduquar
l'enraid
Envoyez
plaire, é
BONAV
La créati
tous. Co
décervel
aux main
osent no
contre le
vos école
qu'il se c
met; et s
portable,
fin de la
doit s'en
toutes no
pos de Ba
teur ». Cr
tion étan
des mont
la diversit
chiste. La
témoins d
début et
la même
plutôt ma
Cette exp
anarchiste
pourra ja
pendant u
Exposition
Marseille
Organisatio

NUIT DE L'ANARCHIE

3^e édition • théâtre Toursky • Marseille • 26 octobre 1996

19 heures : Conférence-débat

les expériences libertaires de la révolution espagnole

21 heures : La Décharge, Opéra des rats (Léo Ferré, Richard Martin)

Animations musicales à partir de 20 h 30 (blues, rock, chanson française)

Stands militants (anarchisme, anarchosyndicalisme, antimilitarisme, alternatifs).

Exposition « Pour l'anarchie » 32 artistes du 21 au 26 octobre à la galerie Galaxie (tous les jours de 10 à 19 heures, 1 rue d'Amiens).

Opéra des rats : 50 F (réservation : A. Robert - Théâtre Toursky - 16, passage Léo Ferré - 13003 Marseille).

Accès gratuit aux autres animations.



NO PASARAN!

Le passage de relais (dans la lutte contre le fascisme) entre un vieux libertaire espagnol exilé et un jeune punk libertaire constitue la trame de ce roman policier à nul autre pareil tant du point de vue du style (échevelé) que du rythme (endiastré) des mots et des phrases. Tout un symbole qui ne pouvait qu'aller droit au cœur d'une petite bougie comme Bonaventure qui s'obstine elle aussi à lutter contre l'obscurité!

Ce livre de 80 pages paraîtra en

novembre 1996 et sera vendu 20 F au profit de l'école libertaire Bonaventure.

Aussi, si vous aimez les polars qui décoiffent et si vous souhaitez soutenir financièrement une petite école libertaire laïque et gratuite qui depuis maintenant trois ans et demi s'efforce sans subvention aucune d'apprendre à lire, écrire, compter... à une dizaine d'enfants en les éduquant à et par la liberté, l'égalité, l'autogestion, la citoyenneté, l'entraide... vous pouvez d'ores et déjà commander ce livre.

Envoyez vos nom et adresse ainsi qu'un chèque (20 F pour un exemplaire, 80 F pour 5, 140 F pour 10) à l'ordre de Bonaventure à : BONAVENTURE, 35 allée de l'Angle, Chaucre, 17 190 Saint-Georges

LECTURE

Le semeur d'étincelles

de Joseph Bialot

IL Y EN AVAIT des semeurs d'étincelles dans les rues de Paris en ce printemps 1871. Des corps de Fédérés qui tombaient sous la mitraille versaillaise. Gamin dans la tourmente, Benoît échappe au massacre. Benoît Mongeon, qu'on retrouve quarante-deux ans plus tard à Belleville. Benoît l'imprimeur, qui sait que la Commune n'est pas morte et qui continue contre les Versaillais.

Nous sommes en 1913 et, dans un coin de Paris, une voix dit : « Vive Bonnot ! A bas l'armée ! Vive l'Anarchie ! », avant que ne se fasse entendre l'horrible schlack ! de la guillotine. Anar, Benoît Mongeon ne l'est pas vraiment, même s'il pense que « l'anarchie (...) reste (...) le rêve honnête de tout jeune homme honnête ». Mais bon, Mongeon a quelques divergences de vue avec Proudhon et Bakounine et c'est au côté de Jaurès qu'il a choisi de se battre. Il assistera d'ailleurs impuissant à l'assassinat de celui qui lutte contre les bellicistes. Jaurès assassiné, la France est alors prête pour la boucherie. Mongeon a deux fils qui auront chacun deux itinéraires différents. Augustin - bien que militant ouvrier et pacifiste - part pour le front. Histoire de conforter son mépris de l'espèce humaine, Etienne s'engage dans l'armée. Dans la boue sanglante des tranchées, des soldats chanteront bientôt « La Chanson de Craonne » et mettront la crosse en l'air. Augustin sera fusillé pour l'exemple. Etienne choisira un parcours différent de celui de son père et de son frère et deviendra nationaliste et caçoulard.

« Le semeur d'étincelles » raconte le destin d'une famille et d'amis, l'histoire d'hommes et de femmes qui se rencontrent et se perdent dans les années brûlantes de ce début de siècle. De 1913 à 1939, on suit les vies de la belle Marie-Cerise, de David Lerner, peintre de Montparnasse, ami de Soutine et de Modigliani, d'Hortense, d'Inès, de Marc et d'Esther. On assiste à la naissance ou à la mort de quelques autres personnages. A la naissance aussi de la Révolution Russe, de la Révolution en espagnol et du fascisme en Italie. Etienne soutiendra bien sûr, les faiseurs de Mussolini. Son neveu, le fils d'Augustin, a choisi lui le camp des républicains espagnols. David Lerner se retrouvera en Russie et connaîtra la haine antisémite qui sévit aussi bien chez les Blancs que chez les Rouges. Devant les

siens, victimes d'un pogrom, David Lerner aura cette réflexion, un des passages forts du livre de Bialot : « Ces blessés affalés sur le sol, les mains refermées sur leurs tripes qui s'échappaient des ventres déchirés, c'étaient toutes les victimes de tous les pogroms. Victimes de tous les pogroms, unissez-vous ! Juifs, Tziganes, Blancs pour certains Noirs, victimes de toutes les inquisitions, exploités de tous pays par des Torquemada coloniaux, prisonniers innocents aux reins brisés par le travail, aux pommons bouffés par le schlamme, femmes vendues et enfants prostitués, Galiléas de toute nature brimés par la connerie, réveillez-vous ! Faites la révolution, mais la vôtre, pas celle qui consiste à changer de régime pour changer de maîtres, pas celle qui remplace un couteau par un sabre, pas celle qui installe et sacralise des fonctionnaires là où il faut des apôtres laïcs. Toute révolution meurt lorsque le règlement remplace la foi, lorsque l'incommensurable bête quantifie le rêve. »

C'est tout simplement dans l'histoire ordinaire des hommes que nous fait voyager ici Joseph Bialot. Dans cette histoire ordinaire qui fait des révolutions ou des dictatures. On y rencontre la vie ou la mort, l'amour, l'espoir, l'humanisme, la générosité ou la saloperie. « Le Semeur d'étincelles » n'est pas seulement une leçon sur l'histoire. C'est un livre de la vie. C'est aussi un livre qui prétend, à sa manière, rendre plus belles et plus fortes les prochaines étincelles.

Pascal Didier

Le semeur d'étincelles, de Joseph BIALOT (Éditions du Seuil)
En vente à la librairie du Monde libertaire, 120 F.

Librairie du Monde libertaire

Forum samedi 26 octobre à 16 h 30
avec Maurice Rajfus pour son livre
« La police hors la loi »

145, rue Amelot - 75011 Paris

CINEMA

Ponette. Jacques Doillon

CE BEAU FILM nous parvient entouré d'un halo de scandale. Scandale d'attribution d'un prix d'interprétation à une petite fille de cinq ans (quatre ans dans le film et pendant le tournage) que le jury de Venise, sous la présidence de Roman Polanski, avait décerné à l'unanimité.

Doillon avait déjà travaillé avec de jeunes enfants. On se souvient du « Petit Criminel » (1990), un témoignage qui posait, bien avant les faits divers sanglants actuels, le problème des jeunes se procurant une arme, pratiquant hold-up et kidnapping avec candeur, sans véritable conscience de la portée de leurs actes.

« La Pirate » enfin apportait le regard meurtri de très jeunes adolescent(e)s sur le désordre affectif et la sexualité des parents. Et c'était radicalement nouveau, à cette époque (1983), de considérer que la vie « dissolue » des parents pouvait créer des troubles et provoquer des réactions violentes et meurtrières en retour.

Rien de ce monde spectaculaire ne se trouve dans le film Ponette. Ponette (Victoire Thivisol) serait plutôt la petite sœur de Mme de Staël qui se bat comme elle pour faire valoir sa propre façon de voir les choses et de les affronter. (« Germain et Benjamin », du fond du cœur, 1994). Ponette résiste à sa manière à toutes les paroles conçues comme une consolation. Sa mère meurt dans un accident de voiture. Elle était à son côté, mais n'a que le bras cassé. Au début du film, le père (Xavier Beauvois) explique à Ponette que sa mère, « cette conne », aurait pu éviter l'accident mortel sur une route qu'elle connaissait par cœur.

Ponette dit tout de suite que sa mère n'était pas une conne. Rien de plus. Mais, dans cet échange de paroles, il y a toute la trame du film : Ponette va entendre des jugements, des explications, des propositions d'épreuves ; des exhortations à la prière, à la pénitence, à l'autopunition. Bravement, elle va tout essayer. Mais, jamais, elle ne perdra sa propre voix, son idée, son désir de vivre autrement. Elle ne veut pas enterrer sa mère. Elle la vit « vivante ». L'immensité d'un deuil qui nous dépasse tous.

Ponette aussi ne pourra accepter la disparition de sa mère. Donc elle dira non à tout. Venir manger, venir jouer. Dans tous les grands films, il y a un détail significatif. Un objet, en général, qui symbolise quelque chose de très fort. Pour Ponette, ça sera un pull-over rouge. Il a appartenu à sa mère, évidemment.

Comment filmer une telle histoire où il y a aussi des adultes, mais qui évoluent dans le monde des enfants ? Camerawoman, Caroline Champetier s'est appliquée, à la demande de Doillon, à travailler « à hauteur d'enfants ». Des adultes, dit-elle, elle ne voyait plus que les genoux. Il fallait être léger, avec un matériel assez lourd (35 mm), installer une grande mobilité. Caméra au sol, Caroline Champetier a travaillé avec un corset et a eu pas mal de séances de kinésithérapie. L'ingénieur du son ne croyait pas à un film « avec un enfant de quatre ans ». Pour les six « petits » des rôles principaux, il a mobilisé en permanence 6 pistes et a su capter, récupérer leurs mots, leurs chuchotements et le reste. La personne la plus importante sur le tournage était Marie-Hélène Encrevé, psychanalyste. Prête à arrêter le tournage au moindre problème grave, elle a été le séismographe, l'œil qui entend, l'écoute et la conscience du film. Le scénario est issu de protocoles établis avec les enfants à propos des questions graves de la mort, de la disparition d'un être cher et de leur perception de tout cela.

C'est pourquoi Doillon dit : « C'est le film des enfants ». Ce que l'analyste dit, « sans trahir le secret professionnel », est en revanche que ces petits enfants ne se plaignaient jamais. Il y avait entre 15 et 20 prises, des répétitions... De ce rythme fastidieux, ils parlaient tous d'un travail qu'ils avaient plus ou moins bien réussi. Victoire (Ponette) racontait donc après avoir gratté la terre sur la tombe de sa mère (dans le film) que « la terre était froide, dure, résistante et qu'elle n'arrivait que très difficilement à la remuer ». Il ne s'agit pas de minimiser le danger que représente l'appel à l'émotion jouée. Mais il s'agit aussi de dire que, pour ce film, toutes les précautions étaient prises de la façon la plus responsable et la plus intelligente, pour éviter cet écueil.

Heike Hurst - Fondu au noir

Pour l'anarchie

Exposition du 21 au 26 octobre 1996
Galerie Galaxie Marseille

La création se pose et s'oppose à tout totalitarisme. Envers et contre tous. Contre toutes les barbaries contemporaines les opérations de décervelages et de déculturation. Les grands groupes de presse sont aux mains d'une poignée et nous distille une information de classe. Ils osent nous faire croire que la démocratie est la meilleure garantie contre le totalitarisme. Et le fascisme, qui le prépare ? Ce n'est ni dans vos écoles, ni au travers des débris de culture que le peuple picore qu'il se cultivera. Il s'abrute et forme la française des bœufs. Il se soumet ; et si quelques fois il grève parce que le quotidien devient insupportable, que les restes du festin deviennent dérisoires, il ne sera à la fin de la grève qu'un sujet. Un sujet ça se domine c'est une créature qui doit s'en remettre à dieu pour la délivrance. Nous nous opposerons de toutes nos forces à cet état de fait et ferons tout pour illustrer ces propos de Bakounine qui affirmait « l'homme n'est pas créature, il est créateur ». Créateur il faut qu'il le soit pour être libre, l'étape avant la création étant la culture nous nous impliquerons avec force pour organiser des montres afin que la vision de chaque humain s'élargisse sur l'art que la diversité de celle-ci puisse participer au collectif d'une société anarchiste. La révolte gronde aussi dans nos créations plus que jamais témoins de ce joyeux merdier. Cette première Marseillaise n'est que le début et nous faisons le pari d'être plus nombreux l'année prochaine à la même époque. A moins que l'intelligence triomphe d'ici là, mais c'est plutôt mal parti en ce début d'automne 1996.

Cette exposition marquent l'engagement d'artistes pour les idéaux anarchistes, pour montrer que tout est encore possible et qu'on ne pourra jamais nous voler nos rêves et nos cris, que vous pourrez voir pendant une semaine à la galerie Galaxie.

André ROBÈR

Exposition du 21 au 26 octobre 1996 à la Galerie Galaxie 1 rue d'Amiens 13003 Marseille ouvert tous les jours de 10 à 19 heures

Organisation : Fédération anarchiste, Galerie Galaxie, Théâtre Toursky.

Le ministre de l'Intérieur contre *Le Monde libertaire*

Pour la deuxième fois en trois mois, notre périodique est poursuivi. La première plainte a été déposée par Le Pen lui-même, la seconde l'a été par M. Jean-Louis Debré, ministre de l'Intérieur. Nous avons donc été entendus par un officier de police judiciaire et, la procédure suivant son cours, nous attendons la suite...

Sans faire de rapprochement intempestif ni tomber dans l'obsession du complot - restons modestes! - nous pouvons quand même nous interroger: est-ce l'activité intense déployée par la Fédération anarchiste dans les luttes sociales et contre la venue du pape, activité qui a redonné un regain d'intérêt évident pour les idées libertaires, qui motiverait un autre « intérêt » que l'on semblerait nous porter ces temps-ci?

Dans le *Monde libertaire* daté du 5 au 11 septembre 1996 (n° 1049), nous avons fait connaître les motifs invoqués par Le Pen pour justifier sa plainte. N'importe quel observateur objectif aura remarqué la disproportion entre ces motifs et la réalité de ce qui a été écrit.

M. Debré, lui, a estimé que le billet d'humeur, signé L'Atèle, intitulé: « L'Orphelinat » (il s'agit de l'orphelinat mutualiste de la police), paru dans notre numéro 1048, tombe sous le coup de plusieurs articles de lois sur la presse, dont ceux d'injures à fonctionnaires et incitation au meurtre. Pas moins!

Chacun sait, et nos plaignants ne l'ignorent pas, qu'une caricature, un billet d'humeur relèvent de la polé-

mique, qu'ils forcent le ton, pas toujours de façon heureuse, d'ailleurs, mais qu'ils ne déclenchent pas, en général, systématiquement les foudres de la Justice. Sinon, pas un organe de presse ne pourrait paraître. L'appel à la Justice est donc la plupart du temps fonction de l'air du... temps!

Dans une publication de l'Orphelinat de la police, l'auteur du billet d'humeur a relevé deux passages auxquels il a apporté des commentaires, lesquels ont, eux, suscité l'ire du ministre. Voyons:

Dans la publication de l'Orphelinat il est dit: « lorsqu'un policier perd la vie pour protéger la nôtre (et préserver notre sécurité), il est moralement impossible d'abandonner ses enfants... »

Notre auteur fait le commentaire suivant: « Sans doute que lorsqu'un vulgaire ouvrier perd la vie dans un accident du travail, il est moralement beaucoup plus facile d'abandonner ses enfants. Il est vrai que leur père aura le tort de ne pas risquer sa peau au service de ceux qui ont tout en réprimant ceux qui n'ont rien. »

Il y aurait dans cette phrase un grave outrage aux policiers, alors que l'on ne constate qu'un fait, qui se reproduit, hélas! trop souvent, que l'on peut voir sur toutes les chaînes de télévision: des policiers matraquant des grévistes en lutte pour conserver leur emploi ou obtenir de meilleures conditions de vie.

Nous, nous ne disons pas qu'il faille abandonner les enfants orphelins de policiers, enfants qui ne sont, d'ailleurs, pas responsables de l'activité de leurs

parents. On nous cherche là une mauvaise querelle... et on nous fait un mauvais procès!

L'Orphelinat souligne d'autre part qu'il offre aux orphelins la possibilité de s'épanouir et de réussir dans leur vie. L'auteur du billet d'humeur dit que « l'Orphelinat s'arroge là une responsabilité qu'il n'a pas (et qu'il conviendrait sans doute plutôt de remercier tous ceux qui, en supprimant ces parents douteux, auront sauvé ces enfants d'un cadre de vie délétère, entre Le Pen et Kronenbourg ».

Le trait est virulent, certes, mais personne ne peut aller en déduire que la population est instamment invitée à aller toutes affaires cessantes assassiner tous les policiers!

Les scènes de violences à la télévision incitent certainement plus aux assassinats qu'un billet d'humeur qui comme une caricature, ne peut être pris au pied de la lettre.

Serions-nous, pour les « autorités », plus dangereux que les groupes terroristes qui sévissent ici ou là?

Peut-être, en tous cas sûrement pour le régime capitaliste qui, lui, provoque sans état d'âme misère, répression, guerres, racisme, etc., régime que nous avons l'ambition de remplacer - en incitant tous les exploités, et les autres, pourquoi pas? à œuvrer avec nous - par un système de société fondé sur l'égalité sociale, sur la justice, donc.

Mais peut-être est-ce là un « crime » que l'on ne saurait nous pardonner!...

André Devriendt

Réponse à l'Atèle

NOUS LISONS dans le *Monde libertaire* (n° 1049) que l'Atèle a peur d'être brisé « à grand renfort de frustration et de puritanisme. » L'Atèle juge qu'une « condamnation globale des relations érotiques entre majeurs (...) et mineurs (...) relève du crime d'entrave à la liberté d'aimer », et pense qu'il n'y a pas de raison pour que « le plaisir soit interdit au nom de quelque principe moral et passésiste que ce soit. »

L'Atèle fait, très finement, glisser le débat vers le domaine de la création artistique et appelle à son secours Shakespeare, Michel-Ange et Nabokov. L'Atèle nous prend décidément pour des demeuré(e)s: la pédophilie, ce n'est ni de la peinture ni de la littérature, ni le plus tordu ou le plus original des fantasmes; la pédophilie, c'est le viol d'enfants et ça ne peut jamais être rien d'autre.

Mais l'Atèle répugne à évoquer des relations sexuelles entre enfants et adultes, ça évoquerait trop précisément le sang, le sperme, les cauchemars, et le chantage affectif. Non, l'Atèle parle de « relations érotiques » ou « relations amoureuses », ce qui nimbe d'un flou artistique les agressions quotidiennes de millions d'enfants. L'Atèle ou le David Hamilton de la pédophilie!

« S'il y a réciprocité dans le sensuel et l'affectif, je ne vois rien raison... » Stop! Justement, et tu le sais parfaitement, camgrader écrivain, il n'y a jamais réciprocité entre enfants et adultes parce que l'égalité adultes-enfants est mythique.

Il n'y a jamais identité de désirs et de sentiments parce qu'une relation de dépendance (incontournable!) lie l'enfant à l'adulte. Cette relation inégalitaire entre enfants et adultes n'enlève évidemment rien à la valeur

des sentiments et de la sexualité de l'enfant. L'adulte a le pouvoir moral que lui donne la société et l'enfant en dépend; l'adulte a le pouvoir moral que lui donne la société et l'enfant doit obéissance; l'adulte monopolise la parole alors que jamais un enfant n'a écrit dans le *Monde libertaire*. L'adulte choisit d'avoir ou non des enfants, alors que l'enfant dépend affectivement de sa relation aux adultes. L'enfant a une vie sexuelle d'enfant, si les adultes le lui permettent. L'adulte a des désirs et une sexualité d'adulte et l'enfant ne peut que les subir.

Oser parler de liberté dans les relations érotiques entre enfants et adultes, c'est faire preuve de la même mauvaise foi puante qui fait dire: « Mais vous savez, il y a des prostituées qui aiment ça! » Dans le bordel cauchemardesque qu'est notre jolie planète capitaliste, on vend le corps des enfants et des adultes comme n'importe quelle marchandise! Celui qui vend sa force de travail pour survivre n'est jamais dans une relation égalitaire; celui qui vend son sang, son rein, se prostitue, n'est jamais libre de son choix; l'enfant qui vit une relation sexuelle avec un adulte est toujours manipulé, victime, violé.

Cessons de faire comme si les puritains et les pédophiles étaient en opposition. La liberté sexuelle revendiquée contre l'ordre moral réclame le respect de l'individu, adulte ou enfant, dans son particularisme. Que les adultes s'interrogent sur leur autoritarisme éducatif et qu'ils cessent de brimer la sexualité enfantine, en particulier celle des petites filles, ce serait déjà une belle victoire contre l'ordre moral.

Groupe Milly Witkop. - Naoned

Je ne me bats pas contre des êtres mais contre des idées.

Quel que soit l'endroit où se pose mon regard et dans quelque discussion que s'immisce mon oreille, j'ai l'impression d'assister au crépuscule de la pensée.

Je baigne dans un univers de flou et de passions qui flattent sans doute les besoins esthétiques mais dans lequel, par pudibonderie, timidité ou peur du « qu'en dira-t-on? », l'on évacue toute possibilité de débat réel, et donc d'évolution.

Quant à celles et ceux qui refusent de jouer le jeu du « politiquement correct », bien souvent, ils se cantonnent par réaction dans un filot verbal où dominent l'invective, l'insulte, le ragot et l'insinuation.

Jusqu'à une époque récente, je croyais que ces défauts ne déborderaient pas le domaine de la parole pour envahir celui de l'écrit, censé plus réfléchi et moins propre à chatouiller les humeurs; je me trompais. Si les tenants du « silence des pantouffes » - de moins en moins silencieux ces temps-ci - et les enragés de la vocifération et du slogan réducteur se mettent en tête de venir me donner des leçons et m'enseigner que l'on doit dire comme ceci ou comme cela, qu'ils prennent bien garde de ne pas se tromper d'adversaire et de champ de bataille.

Chaque jour, j'ai l'occasion de m'offusquer en lisant les journaux où les livres qui paraissent et, parfois, insultent mes convictions; cependant, je serais encore plus choqué si ma voix, devenue populaire, contraignait au silence ceux qui ne la reconnaissent pas.

En effet, comment construirais-je ma pensée si je ne rencontrais sur mon chemin des esprits divergents pour me forcer à l'éprouver... je ne pourrais que forger une pensée monolithique, une illusion de philosophie qui justifierait à mes seuls yeux le « tout » et le « n'importe quoi » qu'il me plairait de professer ou de pratiquer.

N'aspirant pas à une vie végétative, je remercie mes contradicteurs quand ils me poussent à examiner mes principes à la lumière des faiblesses qu'ils ont cru discerner dans leur exposition.

L'Atèle - 12 octobre 1996

A G E N D A

jeudi 24 octobre

TOURS: Le groupe libertaire de Tours organise une vidéo-discussion à 20 h 30 à l'Utopia, 32, rue Carmaux. Après la projection de *Roger et moi*, on discutera des mouvements sociaux.

vendredi 25 octobre

PARIS: Les voyages magnétiques (Radio libertaire) vous invites au vernissage de l'exposition de Liane Pascali au Backstage, de 19 à 22 heures, 25, rue de Hauteville, 75010.

samedi 26 octobre

LILLE: La CNT-AIT organise un repas à partir de 20 heures au centre social « Mosaïque », 95 rue du Long Pot (Fives). La participation est de 45 F. Réservation indispensable avant le 12 octobre (chèque à l'ordre de l'UL CNT-AIT; préciser si végétarien). CNT-AIT: 1-2 rue Denis du Péage, 59800 Lille.

LYON: Jean-Pierre Perrin-Martin, militant de l'ASTI et auteur de « La rétention » sera à la librairie La Gryffe à 15 heures. Les camps de rétention sont-ils des camps de concentration?...

lundi 28 octobre

PARIS: « Surveillance du voisin d'en dessous. » Installation vidéo de Renaud Auguste Dormeuil, et lancement du journal mensuel culturel conçu par J.-M. Manach: 101. La flèche d'or, 102, rue de Bagnolet à 20 h 30, entrée libre.

NIMES: Les SEL (systèmes d'échanges locaux) seront le sujet d'une réunion publique au Centre culturel Pablo Neruda à 20 h 30, entrée libre.

samedi 9 novembre

LYON: L'union régionale Rhône-Alpes de la Fédération anarchiste organise une journée libertaire de 10 heures à 23 heures au CCO 39, rue Georges Courteline.

Au programme: des débats (la révolution espagnole, le sexisme, l'immigration et le racisme d'Etat, la mondialisation de l'économie, les luttes sociales, les anarchistes européens dans les luttes, les drogues, les violences); des tables-rondes (Salarlat, chômage et précarité; avortement et contraception; immigration et luttes des sans-papiers; services publics); des expos (violences faites aux femmes, Espagne 1936, 100 ans de presse libertaire; des vidéos; un meeting à 20 heures et un concert à partir de 20 h 30 avec Karim duo (blues jazz) et Mamboretta (salsa et afro-cubain).

Renseignements: Librairie La plume noire (19 rue Pierre Blanc), du mercredi au samedi de 15 heures à 19 heures.

Entrée: 50 F; 30 F lycéens, étudiants, chômeurs.